

*Questions orales*

**Des voix:** Bravo!

**Mlle MacDonald:** Si nous procédons ainsi c'est qu'il s'agit là, selon nous, d'un objectif important qui exigera un effort commun, et parce que nous ne voulons pas d'un programme qui soit source de différends avec nos autres partenaires économiques. Malheureusement, c'était le cas de Première chance.

## LA POSITION DU GOUVERNEMENT

**L'hon. Warren Allmand (Notre-Dame-de-Grâce-Lachine-Est):** Monsieur le Président, le ministre admet-elle maintenant que, pendant les deux mois de la campagne électorale, et de nombreux mois avant cela, elle et son parti n'ont eu ni programme ni plan pour la création d'emploi et la formation? Admet-elle maintenant qu'elle a trompé les Canadiens, qu'elle n'avait absolument aucun programme, qu'elle va commencer à zéro en procédant à des consultations et à des études avant de créer un programme de toutes pièces?

**L'hon. Flora MacDonald (ministre de l'Emploi et de l'Immigration):** Non, monsieur le Président, je n'admettrai rien de tel, car ce n'est pas vrai.

**Des voix:** Bravo!

**Mlle MacDonald:** Peu de temps après être entrés en fonction, nous avons annoncé des programmes visant à créer 70,000 emplois, des emplois pour lesquels le gouvernement précédent n'avait pas prévu d'argent et n'avait pris aucune mesure.

Nous avons été élus pour changer la situation et c'est ce que nous ferons. Nous le ferons en collaboration avec nos partenaires et non malgré eux.

\* \* \*

## LES FINANCES

## L'INCIDENCE DE LA HAUSSE DE LA TAXE DE VENTE

**M. Nelson A. Riis (Kamloops-Shuswap):** Monsieur le Président, ma question s'adresse au très honorable premier ministre qui, il y a seulement quelques semaines, a déclaré à la Chambre que certaines mesures proposées par le parti libéral, comme l'augmentation de la taxe de vente, enlèveraient à un million et demi de chômeurs tout espoir de trouver du travail et entraîneraient inévitablement une récession au Canada en l'espace de quelques mois.

Je sais que le premier ministre s'est prononcé en faveur du changement lors de la campagne électorale. Je me demande cependant s'il voulait simplement parler du fait qu'il avait changé d'avis au sujet d'une mesure fiscale et qu'il s'appropriait à toutes fins pratiques à dire aux Canadiens: «Je n'avais pas d'autre possibilité?»

**Des voix:** Bravo!

**Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre):** Je regrette de ne pas avoir dit cela, monsieur le Président.

**Des voix:** Oh, oh!

**M. Mulroney:** Je pense que le député sait parfaitement, étant donné ses connaissances très étendues dans le domaine économique, que la situation dont nous avons hérité le 4 septembre était plus critique que nos amis ne l'avaient laissé entendre. C'est pourquoi nous avons été obligés d'adopter certaines mesures que nous aurions préféré de pas prendre si nous avions été au pouvoir plus tôt.

**M. Riis:** Je pense que le très honorable premier ministre ne tardera pas à regretter d'avoir fait ces déclarations, car une autre possibilité se présentait bel et bien à lui. Il aurait pu dire: «Je ne vais pas prendre cette mesure parce qu'elle est mauvaise pour le Canada et je ne vais pas demander aux Canadiens de payer». Mais il a rejeté cette possibilité. Il a préféré adopter les anciennes attitudes du parti libéral et reprendre les vieilles histoires de ce dernier.

## ON DEMANDE LA RESCISION DE LA DÉCISION

**M. Nelson A. Riis (Kamloops-Shuswap):** Monsieur le Président, ma question supplémentaire s'adresse également au premier ministre. Étant donné que le Canada a perdu 81,000 emplois en très peu de temps depuis qu'il est arrivé au pouvoir et que, de ses propres aveux, nous allons perdre encore davantage d'emplois à cause de l'augmentation de la taxe de vente et que nous nous dirigeons de nouveau vers une récession, va-t-il avoir le courage de déclarer aujourd'hui à la Chambre: «J'ai changé d'avis une fois de plus pour revenir à ma première position, et je renonce à présenter le projet de loi visant à imposer cette taxe de vente?»

**Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre):** Monsieur le Président, je suis convaincu que le député, de même que son chef, sera satisfait de voir la façon dont le ministre des Finances s'attaque à certains graves problèmes de structure que nous a laissés un gouvernement resté trop longtemps au pouvoir. Nous avons l'intention de parler de ces problèmes demain soir d'une manière très positive qui nous méritera, je pense, l'appui de tous les députés de la Chambre, y compris celui de l'honorable député.

\* \* \*

## L'AGRICULTURE

## LA SÉCHERESSE DANS L'OUEST—LES AVANCES AUX CÉRÉALICULTEURS

**L'hon. Lloyd Axworthy (Winnipeg-Fort Garry):** Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre de l'Agriculture. Cependant, si vous le permettez et par votre entremise, j'aimerais présenter mes félicitations à l'honorable ministre pour sa nomination à un poste qui revêt une grande importance pour ma région. Cependant, en disant cela, je tiens à exprimer la surprise et la déception ressenties par bien des Canadiens de l'Ouest devant l'absence totale, dans le discours du trône, de mesures visant à remédier à la sécheresse très grave qui sévit dans cette région.

L'honorable ministre et son gouvernement envisagent-ils de déposer aujourd'hui à la Chambre, avec l'entière collaboration, de tous les députés de notre parti, j'en suis sûr, les propositions formulées l'été dernier par le gouvernement précédent en vue de verser les avances à partir de la caisse de stabilisation du prix du grain de l'Ouest, dans le but de payer aux agriculteurs environ 500 millions de liquidités qui leur permettraient de faire face à ce problème très grave avant la prochaine année financière? C'est une chose que les agriculteurs de l'Ouest attendent et qu'ils ont prévue, monsieur le Président. Nous espérons que le ministre de l'Agriculture saura convaincre ses collègues et qu'on nous présentera un projet de loi sans tarder.